

Motion des représentants des enseignants au conseil d'administration

du lycée Paul Duez (FSU – UNSA)

du vendredi 10 février 2012

- Parce que nous n'acceptons pas le fait que l'Académie de Lille marquée par 3700 suppressions de postes depuis 2007 soit à nouveau la plus touchée de France avec 1020 suppressions de postes dans l'éducation nationale alors même que la démographie scolaire continue d'augmenter et pour au moins 15 ans encore,
- Parce nous ne sommes pas d'accord avec la dotation allouée à notre établissement (en recul de 71 Heures postes) par rapport à la dotation qui nous permet de fonctionner actuellement, alors que nos effectifs augmentent, ce qui va provoquer notamment une augmentation des effectifs par classe et par groupe,
- Parce que le principe de la dotation horaire globalisée nous oblige à devoir participer à la gestion d'une pénurie de moyens pour l'éducation nationale et nous entraîne à cautionner des choix qui forcément s'avèrent insatisfaisants,
- Parce que nous ne devrions pas avoir à choisir entre le maintien de groupes à effectifs restreints ou de dédoublements et d'autre part le refus des heures supplémentaires,
- Parce qu'aucune raison, mis à part des logiques d'économies budgétaires ne peuvent justifier la suppression de 2 postes dans notre établissement à la rentrée prochaine, empêchant ainsi l'installation sur poste de jeunes collègues TZR depuis plusieurs années,
- Parce que le volume d'heures supplémentaires devant élèves permettrait de créer au moins 7 postes d'enseignants,
- Parce qu'enfin la mise en place de la réforme du lycée continue de nous inquiéter, dégradant les conditions d'enseignement sans régler les problèmes du second degré, organisant une déréglementation, une mise en concurrence des disciplines et une gestion locale qui met en péril l'unité d'un service public d'éducation sur le territoire,

Les personnels enseignants du lycée Paul Duez ne siégeront pas au Conseil d'administration de ce vendredi 10 février.